

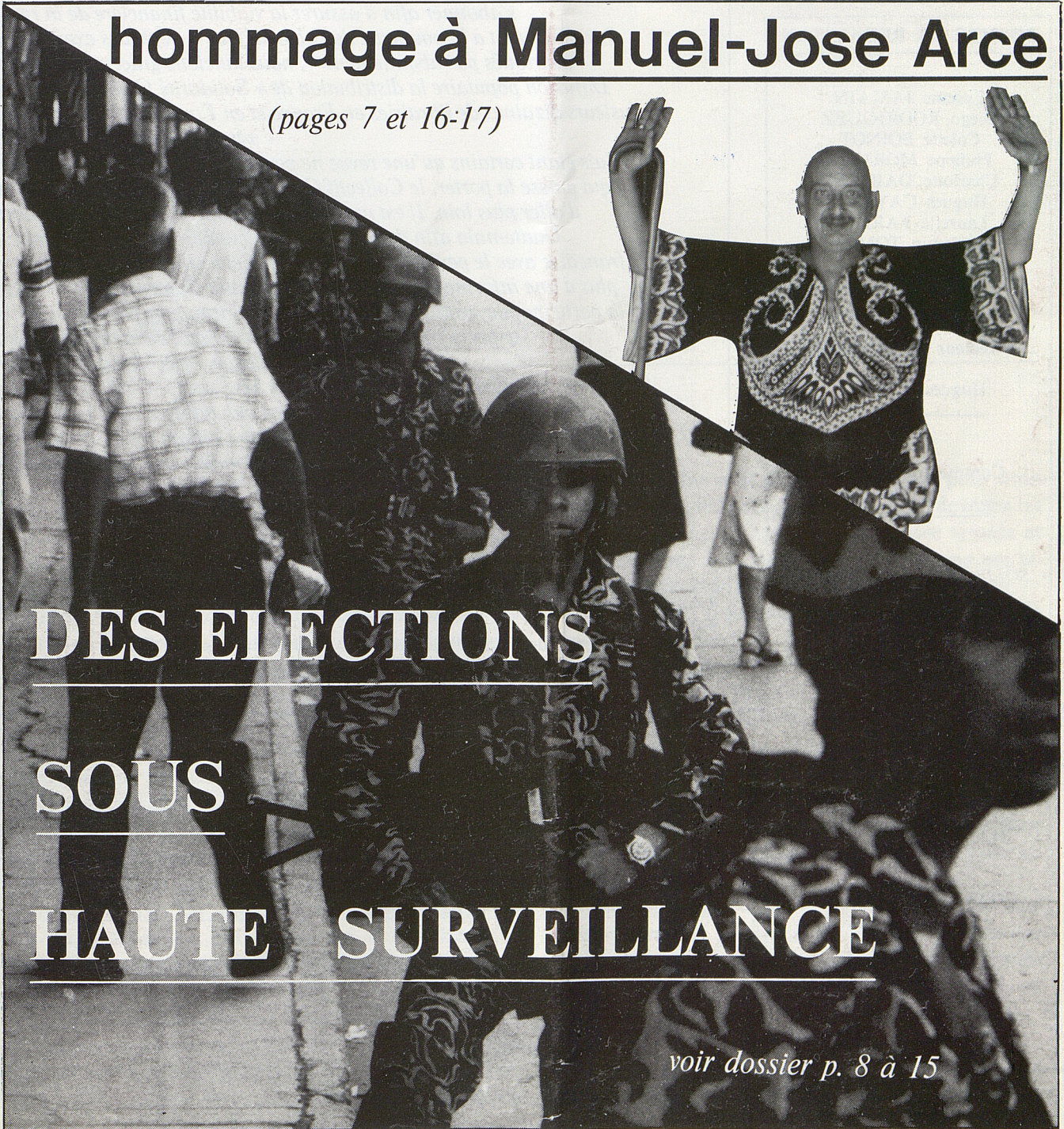
solidarité guatemala

10 F

Revue d'information bimestrielle sur le Guatemala

hommage à Manuel-Jose Arce

(pages 7 et 16-17)



DES ELECTIONS

SOUS

HAUTE SURVEILLANCE

voir dossier p. 8 à 15

Le Collectif Guatemala est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec **tous** ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, populaire et démocratique.

COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Colette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin TOMAS
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :
65 146

SOLIDARITE GUATEMALA
est édité par
le COLLECTIF GUATEMALA
— association loi 1901 —
67, rue du Théâtre
75015 Paris
Tél : 579 67 57
(le jeudi à partir de 19 h 00)

Photocomposition VRAC
Imprimerie ROTOGRAFIE

Abonnement annuel : 50 F
Abonnement de soutien :
100 F

DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris

Chers lecteurs,

Lors des deux derniers numéros, nous invitons chaque lecteur à s'abonner afin d'assurer la viabilité financière de la revue. Parallèlement à la poursuite de l'objectif fixé — 60 % des exemplaires distribués par abonnement —, nous lançons grâce au soutien de Diffusion populaire la distribution de « Solidarité Guatemala » dans plusieurs dizaines de librairies en France et en Europe francophone. Ces résultats sont encourageants.

Mais étant certains qu'une revue ne peut subsister sans un mouvement qui puisse la porter, le Collectif Guatemala vous propose aujourd'hui d'aller plus loin. Il est maintenant possible d'adhérer au Collectif

Guatemala afin de participer au développement de la solidarité française avec le peuple guatémaltèque. Cette adhésion donne droit en plus d'une information régulière des activités Guatemala en France à la participation gratuite à des séances d'information-formation sur les aspects culturels, politiques et sociaux de la lutte du peuple guatémaltèque, et ce deux fois par an.

Le projet de cette revue s'inscrit dans le long terme. C'est aussi dans le long terme qu'a été conçu ce service aux adhérents. Car au peuple guatémaltèque nous devons une solidarité de confiance et de qualité, une solidarité internationale consciente et efficace.

PS : une plaquette d'adhésion engageante est disponible.

- ◆ Abonnement annuel de 50 francs et abonnement de soutien de 100 F pour cinq numéros.
- ◆ Chèque à l'ordre de Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Editorial.....	p. 3
Près des urnes, dans la rue.....	p. 4
Flashes.....	p. 6
Tribune libre.....	p. 7

Dossier : DES ELECTIONS SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Hommage à Manuel-José Arce.....	p. 16
La peur... et le courage.....	p. 18
Réfugiés.....	p. 19
Appel du GAM.....	p. 20



Editorial

GÉNÉRAL MEJIA VICTORES : «DU PASSÉ FAISONS TABLE RASE»

Le premier tour des élections au Guatemala aura lieu le 4 novembre prochain ; le second tour se déroulera une semaine plus tard et, si tout se passe comme prévu, le nouveau président civil prendra ses fonctions le 14 janvier 1986. Ce sera l'acte final du processus électoral engagé voici deux ans. Il devrait permettre au Guatemala de retrouver une vie constitutionnelle fondée sur le texte de lois adopté par l'Assemblée nationale constituante élue en juillet 1984.

Ainsi, malgré les convulsions politiques et économiques que connaît le pays depuis 1982, le régime militaire rendrait le pouvoir aux civils après quinze ans de monopole absolu. Le Guatemala réintégrerait donc la communauté internationale des pays démocratiques grâce à un travail fort esthétique accompli par les diplomates guatémaltèque et nord-américaines. Esthétique car à l'intérieur, la répression suit son cours selon des moyens toujours plus modernes et sophistiqués ; avec au bout le génocide, l'ethnocide qui finalement, à l'image des dinosaures disparus, n'auraient aucune véritable explication, n'impliqueraient aucune responsabilité ? Nous savons tous qu'il n'en est rien, et les gé-

néraux argentins sont là devant leur juge pour nous en convaincre définitivement. Que sont devenus les 35 000 disparus ? Certains sont encore vivants et nous craignons que la dictature n'assassine ces témoins gênants avant le 14 janvier.

Pour que ces questions ne soient pas une fois de plus enfouies dans les poubelles de l'histoire, le Collectif Guatemala a décidé en collaboration avec Christian Rudel – journaliste et écrivain – d'éditer un livre blanc sur le Guatemala :

– afin que personne n'ignore les crimes passés des dictatures guatémaltèques ;

– afin que personne n'ignore le fait qu'aujourd'hui tout est constitutionnellement préparé pour que ces crimes se poursuivent en 1986, toujours en toute impunité ;

– afin de montrer rigoureusement qu'au vu de la distribution des pouvoirs prévue par la Constitution, ces élections ne changeront rien au Guatemala même, sinon donner une caution politique à un pouvoir militaire intouchable ;

– et afin que ce cache-répression ne puisse tromper aucun journaliste ou gouvernement dans le monde entier. Septembre 1985.

PRES DES URNES,

DANS LA RUE...

Fin juillet, deux centrales syndicales, la Confédération d'unité syndicale du Guatemala (CUSG) et la Fédération centrale des travailleurs du Guatemala (FECETRAG), revendiquent des augmentations de salaire pour tous les travailleurs du pays, urbains et ruraux, arguant du fait que la dernière augmentation connue date de 1978.

Dans les premiers mois de cette année, l'inflation étant de 60%, l'exigence était de réajuster les salaires au véritable coût du quetzal. La monnaie guatémaltèque dévaluée en novembre 1984 tourne officiellement autour de 5,1 quetzal pour un dollar. Or, le syndicat patronal (CACIF) s'oppose à toutes augmentations salariales qui pourraient entraîner la faillite des entreprises et aggraver le taux de chômage qui s'élève à 40% de la population active.

Après la reconnaissance du syndicat FECSAG obtenue par les travailleurs de l'usine Coca-Cola de la capitale en juillet 84, un certain nombre de manifestations prirent le relais, avec comme principale revendication la défense de l'emploi et l'augmentation des salaires.

Les initiatives permirent la réintégration de dix-sept des vingt personnes licenciées de l'usine d'embouteillage San Bernardino, lors de la mise en place du syndicat en 1984. Ces mêmes revendications furent à l'origine des luttes syndicales à Duralux où cent cinquante personnes furent licenciées, à Acrिकासa contre la fermeture de l'usine de GUATEL (télécommunications) où les salariés paralysèrent pendant huit heures les communications entre le Guatemala et le reste du monde (novembre 1984), des fonctionnaires et personnels de service (février 1985), des médecins en grève dans les établissements de Puerto Quetzal, des employés des chemins de fer de la FEGUA à la capitale, etc, révélant un climat sans précédent depuis les grèves de février 1981 (1).

Au mois de juillet de nombreuses organisations syndicales diffusent des communiqués et font paraître des encarts dans la presse exigeant du gouvernement des mesures en faveur des travailleurs : l'actualisation des salaires, la baisse des prix et la révision du système des impôts.

(1) «Noticias de Guatemala», mai-juin 1985.

(2) Voir «Le Monde» du 5 septembre 1985.



Marche de trente kilomètres organisée par le Groupe d'appui mutuel (GAM) le 12 octobre 1984. La banderole dit : « Où êtes-vous, mon fils, ma fille ? Où êtes-vous, mon père, ma mère ? Où est ton frère ? »

Début août, l'entreprise d'État Celgusa est occupée par 530 travailleurs.

Durant cette période de nouvelles mesures économiques inspirées des instructions du FMJ sont décrétées par le gouvernement. Parmi ces mesures l'augmentation de 50% du prix du pétrole aura une répercussion sur toute l'économie et affectera particulièrement les secteurs populaires (2). Fin août, les propriétaires de bus exigent l'augmentation des tarifs des transports et bloquent ceux-ci afin d'obtenir satisfaction.

L'augmentation est annoncée officiellement le 27 août. En réaction, les employés de la Banque centrale du Guatemala stoppent leur travail et demandent que leur salaire soit augmenté de 58%. Des grèves se déclenchent progressivement dans le milieu enseignant. Deux jours plus tard, le 29 août, deux mille étudiants de l'université San Carlos descendent dans les rues de la capitale en signe de

protestation : des bus sont incendiés, des barricades dressées, les grandes artères de circulation sont bloquées.

Le 2 septembre, un nouveau défi est lancé au régime militaire par les étudiants qui organisent un meeting devant le palais national. Ces manifestations conduites par les étudiants et enseignants paralysent presque entièrement la circulation, et une grande partie des commerces dans la capitale. Six cents arrestations et plusieurs morts seront le bilan de cette journée.

Le gouvernement militaire n'en reconnaissant que 350, différentes organisations populaires et syndicales protestent contre ces arrestations et s'interrogent sur les 250 disparus.

La hausse des prix du lait et du pain autorisée par le gouvernement au moment des manifestations fait grandir la vague de mécontentement : des milliers



Les reverra-t-on ?

de ménagères et leur famille défilent dans les rues.

Deux jours plus tard l'armée occupe l'université nationale San Carlos. Le chef de l'État, le général Mejia Victores justifie cette occupation en déclarant que « les manifestations antigouvernementales sont parties de ce centre ». De ce côté, l'Assemblée nationale constituante (élue en juillet 1984) rejette à l'unanimité la militarisation de l'université. Cet événement désigne clairement la marge de manœuvre dont jouira le futur président civil et son gouvernement.

Quant au gouvernement, il considère que ces mobilisations sont destinées à entraver le processus électoral. Le chef de la police nationale, Juan Francisco Cifuentes Carro, a d'ailleurs menacé les étudiants, les qualifiant de délinquants. De son côté, le ministre de l'Éducation a annoncé qu'il pourrait bloquer le cycle scolaire pour démobiliser les étudiants.

A la déstabilisation économique du pays, s'ajoute l'institutionnalisation de la violence par le régime militaire pour maintenir son pouvoir et isoler tout mouvement d'opposition ou de résistance. Massacres, tortures, assassinats, se poursuivent et touchent quotidiennement la population.

Déjà en 1980, les secteurs populaires furent durement affectés par l'assassinat

furent durement affectés par l'assassinat de leurs dirigeants, suite à la manifestation du 1er mai. L'action de répression gouvernementale qui se développe depuis 1978 sous les gouvernements de Lucas Garcia et Rios Montt a pour conséquence une réelle déstabilisation des organisations populaires urbaines. La population rurale paysanne indienne pour la majorité va à son tour faire l'objet d'une répression féroce entre 1981 et 1983 : la politique de terres brûlées entraînera le déplacement des villages et communautés, obligés de quitter leur lieu d'origine pour changer de régions ou passer la frontière mexicaine. Depuis fin 1982, des milliers de réfugiés internes résistent dans les montagnes et les forêts. Il s'agit de communautés au passé chargé de tradition de coopération à travers des organisations populaires comme le Comité d'unité paysanne (CUC) et l'Action catholique. Afin de ne pas se rendre à l'armée pour ne pas être exploitée dans les « pôles de développement » et embrigadée dans les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), cette population résiste dans l'anonymat le plus complet.

Depuis juin 1984, date de l'apparition publique du Groupe d'appui mutuel (GAM) les pétitions et actions légales soutenues par une participation active aux messes dans la cathédrale de la capitale.

Le groupe va rapidement passer à l'accusation directe pointant du doigt les

responsables des 35 000 disparus (3) reconnus par plusieurs organismes des droits de l'homme tels Amnesty International.

Malgré ses revendications humanitaires, la lutte de ces quelques six cents parents de disparus revêt un caractère politique du fait de la proximité des élections. Comme tel, le groupe va à son tour subir la répression gouvernementale à travers l'assassinat de plusieurs de ses membres.

Mais le GAM continue à exiger des réponses au gouvernement et de dénoncer les faits au niveau international. De nouvelles manifestations se sont déroulées devant le Palais national pour solliciter une audience du chef de l'État. Lors de la mobilisation du 23 août dernier, le GAM a d'ailleurs distribué un communiqué regrettant la convergence entre les déclarations de monsieur Culross (rapporteur spécial de l'ONU) et les affirmations gouvernementales concernant la situation des disparus (4). La position de l'envoyé de l'ONU s'était déjà heurtée à la version des faits de Monseigneur Prospero Penado del Barrio, archevêque de Guatemala-Ciudad, qui assure que la situation de terreur est quotidienne dans le pays.

(3) «Solidarité Guatemala» numéro 30, juin 1985, cf. dossier «La disparition comme méthode de gouvernement».

(4) «Cerigua» du 28 août 1985.

flashes

CARNAVAL

Pourquoi choisir un parti ou un candidat plutôt qu'un autre, lors d'une élection ? Le choix se fait généralement en fonction des principes idéologiques posés par un parti donné, ou en fonction du programme politique présenté par un des candidats. Et pour ce qui est des prochaines élections au Guatemala, y a-t-il des accords de principe, des accords sur la base d'un programme ? Voici deux exemples montrant la manière dont se font et se défont les «accords politiques» entre les partis traditionnels ; à se demander pourquoi certains se définissent «d'extrême-droite», d'autres de «droite» et d'autres encore de «centre». Où est la différence ?

Jaime Caceres Knox (candidat à la vice-présidence pour la coalition MLN-PID, qualifiée «d'extrême-droite») : «*Avant d'accepter la candidature à la vice-présidence pour le MLN, j'avais eu d'autres propositions. Certains dirigeants du PR m'ont parlé de la possibilité d'accepter ma candidature à la présidence avant que ce parti ne s'insère dans les alliances auxquelles il participe*». «*Des membres de l'UCN ont envisagé de façon informelle de m'envoyer au Congrès de la République. L'ingénieur Jorge Serrano m'avait proposé d'être son partenaire en tant que vice-président, et la DC m'avait proposé la candidature pour la mairie de Guatemala-Ciudad, la capitale, ou un ministère. Je me rappelle également que le CAN avait utilisé mon nom pour pouvoir opérer une alliance avec certains partis, et plusieurs de ses dirigeants m'ont proposé la mairie*». (Domingo numéro 251, Prensa Libre du 15 septembre 1985).

Jorge Skinner Klee (député UCN, tête de liste de ce parti aux législatives) interviewé sur le second tour et les éventuelles alliances qui s'y feront répond : «*J'ai l'espoir que l'UCN et la DC iront au deuxième tour (...) Je crois que le MLN peut parfaitement soutenir l'UCN ou la DC. Tout dépend de l'aboutissement des négociations. Le CAN soutiendrait par idéologie l'UCN. Jorge Serrano traitait avec la DC, il me semble, et les autres ne sont que des groupes d'accompagnement musical*». (Domingo numéro 250, Prensa Libre du 8 septembre 1985).

flashes

flashes

flashes

2 août, San José. Le professeur Leonel Caxaj, membre du GAM, a été assassiné. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, il y a eu ces cinq dernières années, cent-cinquante quatre professeurs assassinés et quatre-vingt quinze disparus.

8 août. Le pasteur de l'église luthérienne de New-York a déclaré que des groupes conservateurs liés à l'administration Reagan ont déclaré que des fins politiques. Ils prétendent en fait affaiblir les mouvements populaires en Amérique centrale. Selon une agence de presse guatémaltèque, ils auraient été huit mille personnes cette année à prêcher au Guatemala une doctrine de fatalisme spirituel, visant à faire accepter aux populations l'«Américain Way of Life».

25 août, San José. L'archevêque de Guatemala-Ciudad a accusé le gouvernement nord-américain d'appuyer et de financer des programmes de stérilisation massive dans les hauts-plateaux du nord-ouest, à travers l'association «Pour le bien-être de la famille.»

5 septembre. Des troupes de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont attaqué un camion de matériel destiné à l'armée et causé à cette occasion quatorze pertes aux militaires.

DROITS DE L'HOMME EN AMÉRIQUE CENTRALE

Une délégation française des comités de solidarité avec l'Amérique centrale s'est rendue cet été à San José au Costa Rica pour assister à la septième assemblée générale du CODEHUCA (commission des droits de l'homme en l'Amérique centrale). Un document audiovisuel a été réalisé et sera projeté le 9/10/1985 à Paris afin de répondre à la demande de la présidence du CODEHUCA : l'envoi d'une délégation de personnalités au Salvador, Honduras et Guatemala. Le but : enquêter sur la situation des droits de l'homme dans ces trois pays.

Depuis nous avons appris avec consternation que le président du CODEHUCA a disparu au mois d'août.

11 juillet, San José. Un cimetière clandestin est découvert près de la capitale.

17 juillet. Le vice-ministre guatémaltèque des Relations extérieures a présenté sa démission suite aux conversations avec le groupe Contadora. De leur côté, les ministres de l'Intérieur et de l'Éducation ont, eux aussi, démissionné.

29 juillet. Selon le «New-York Times», soixante Indiens ont été assassinés durant ces sept derniers mois dans la localité de Patzún, cette situation caractérisant l'ensemble du pays. Selon l'église ainsi que différentes ambassades occidentales, les militaires auraient laissé, ces derniers mois, entre cent-soixante et deux cents mille orphelins.

flashes

flashes

PORTRAIT DE MANUEL-JOSE ARCE

par José Mejía*

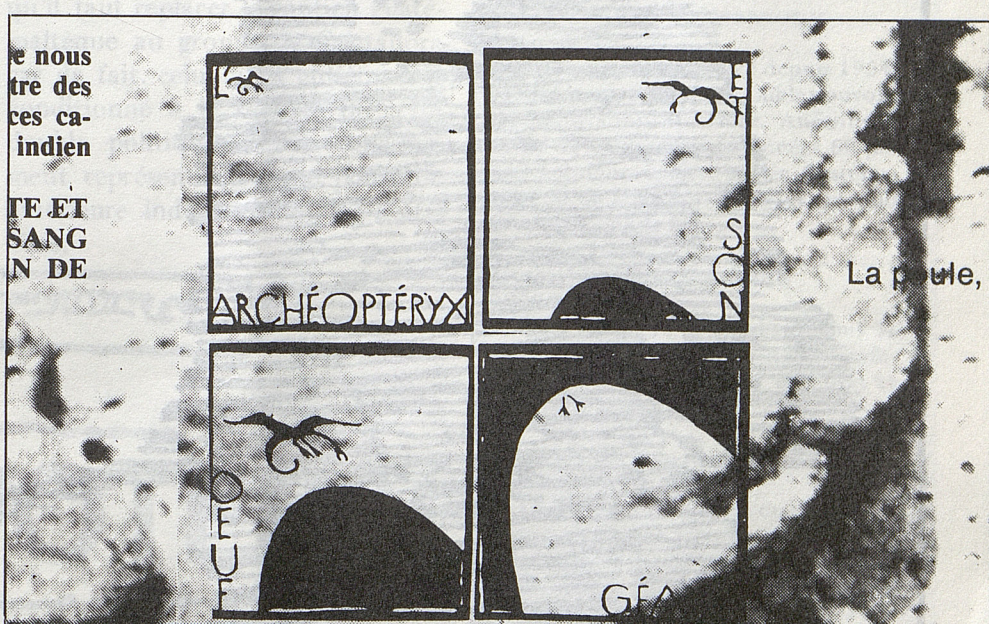
Manuel-José Arce, poète et écrivain guatémaltèque, réfugié en France depuis 1979, vient de mourir. Cet événement a profondément ému le Guatemala de l'intérieur et de l'extérieur du territoire national en raison autant de la qualité littéraire de l'écrivain que des valeurs personnelles de l'homme.

Descendant d'un président de la période qui suivit à l'indépendance de l'Espagne, appartenant à une vieille famille de créoles cultivés, Arce, qui était un érudit des traditions de son pays, se fit remarquer depuis sa jeunesse comme l'une des plus fermes valeurs de la culture guatémaltèque. Trois traits définirent son destin : la générosité, qui guida ses rapports avec ses proches ; la profondeur, qui caractérisa son œuvre et l'identification avec les gens les plus pauvres, qui orienta son activité intellectuelle. En 1954, après le coup d'État de Castillo Armas contre le gouvernement nationaliste d'Arbenz, Arce fut mis en prison et dut quitter le pays en cherchant refuge dans la terre de ses aïeux, au Salvador.

Peu de temps après, il retourna au Guatemala et commença une carrière célèbre autant comme journaliste que comme écrivain et metteur en scène. Il obtint une bourse du gouvernement français en 1966 pour réaliser des études de mise en scène. Cela lui permit de retrouver Miguel Angel Asturias, avec lequel Arce lia des liens d'amitié et de collaboration intellectuelle.

De retour dans son pays, il devint très populaire grâce à ses articles de journaux et atteignit la reconnaissance nationale et internationale comme dramaturge. Parmi les divers postes qu'il a occupés il a été directeur de la Maison éditrice de l'Université nationale de Guatemala-Ciudad (Universidad de San Carlos) et élu conseiller municipal, au sein d'un parti de tendance social-démocrate.

Menacé de mort, il a dû quitter le pays en 1979. Tout homme, disait Boileau, a deux patries, la sienne et la France. Arce quitta la sienne pour venir à la patrie commune, celle de l'«exil et du royaume», cette patrie à la fois tolérante et indifférente qui le vit réaliser les tâches les plus



contrastées et invraisemblables pour gagner sa vie, parmi lesquelles mécanicien d'automobiles, professeur de lycée (bien entendu vacataire), maçon, professeur d'université (toujours vacataire, naturellement), éboueur, etc... Somme toute, prolétaire intellectuel et manuel — mais presque toujours manuel. Au moment de sa mort, il avait un poste de promoteur de la culture à la municipalité d'Albi.

Atteint d'une maladie mortelle, il a fait face à la fatalité avec un courage exemplaire. Arce avait été vice-président et représentant en France du Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP).

Devant la proximité de sa mort, quelques-unes des organisations à l'origine de ce vaste front de l'opposition lui ont donné l'autorisation — qui ne peut être que morale dans ce cas — de retourner au Guatemala, où il avait tant d'amis. Arce a opté pour le sacrifice de ce bonheur — lui, si attaché aux traditions de son peuple — pour éviter qu'on ne manipule son prestige pour soutenir une apparence de démocratie en période pré-électorale.

Manuel-José Arce, qui a vécu avec dignité et sacrifice, est mort de la même façon. Il n'a pas voulu accabler ses amis de sa douleur. Il a été discret dans le malheur jusqu'à l'héroïsme — cette discrétion faisait partie du respect qu'il éprouvait pour les autres. Manuel-José Arce a été noble et loyal en tant qu'ami ; honnête et conscient en tant que Guatémaltèque ; profond et vrai en tant que poète. Sa perte, irréparable, nous fait tous mourir un peu.

Parmi ses œuvres publiées, il faut mentionner, par ordre chronologique, en vers : *En el nombre del padre, Dos poemas, De la posible aurora, Cantos en vida, Eternauta, Los episodios del vagon de carga, Palabras alusivas al acto* ; au théâtre : *Dialogo del gordo y el flaco con una rocola. El gato murio de histeria, Delito, condena y ejecucion de una gallina, Compermisa, Sebastian sale de compras*. Il a adapté au théâtre *Torotumbo*, de M.-A. Asturias. La maison éditrice de l'Université de l'Amérique centrale, EDUCA, a publié une sélection de son œuvre dramatique sous le titre *Obras de teatro grotesco*.

* Écrivain guatémaltèque exilé résidant en France.

Dossier

DES ELECTIONS



Après un intermède de trois ans, le Guatemala retrouvera une légalité républicaine par l'entrée en vigueur le 14 janvier 1986 d'une nouvelle constitution.

Voilà la théorie. Dans la pratique, la constitution adoptée au mois de juillet dernier, institue clairement un double pouvoir : d'un côté un État formel et figuratif et de l'autre un pouvoir réel et répressif. Autrement dit, le futur président n'aura strictement aucun pouvoir sur l'armée et ce, pour au moins trois raisons :

- le ministre de la défense est nommé par l'institution militaire et non par le pouvoir exécutif,

- les décrets publiés depuis le coup d'État du 23 mars 1982 sont tous validés a posteriori par la constitution (Art. 16),

- les juges ne pourront en aucune façon enquêter sur la répression et mettre en cause l'ensemble de la hiérarchie militaire.

Ainsi, si la gestion des affaires courantes est bien dévolue au nouveau président élu, elle est complètement subordonnée à la lutte contre-insurrectionnelle qui elle, reste l'affaire exclusive des militaires. Or cette dernière au Guatemala comprend l'administration de la majeure partie du pays par le contrôle des populations. C'est donc dans le domaine essentiel des rapports entre les guatémaltèques et leur vie quotidienne que l'État perd au profit de l'armée l'essentiel de ses prérogatives politiques.

Toutefois le rôle assigné au nouveau régime politique ne peut être qualifié d'insignifiant pour autant. En effet il aura pour double tâche de gérer l'actuelle crise économique majeure que connaît le pays et de donner du Guatemala une meilleure image internationale.

SOUS

HAUTE SURVEILLANCE

Pour cela, la diplomatie guatémaltèque en alliance avec le département d'État tente d'inscrire l'actuel processus électoral dans un cadre continental ; en clair, identifier l'ouverture guatémaltèque aux transitions démocratiques réalisées en Argentine, au Brésil, en Uruguay.

Cette stratégie de l'image menée au niveau international a d'ailleurs déjà permis d'abuser certains gouvernements européens puisque leur aide a recommencé à alimenter la machine de guerre guatémaltèque. Aujourd'hui, cependant, deux grains de sable sont venus gripper cette formidable mécanique : les violations systématiques des droits de l'homme d'une part, et les difficultés rencontrées par la dictature dans sa tentative de modernisation du système politique, d'autre part. Le premier s'est dernièrement matérialisé par une nouvelle condamnation de la commission des droits de l'homme de l'ONU malgré l'opposition de la représentation nord-américaine. Quant au second la récente et spectaculaire aggravation de la crise économique n'a fait qu'aviver les conflits d'intérêts au sein d'une classe politique qui, du fait de la limitation drastique de ses prérogatives ne peut assumer qu'un rôle prédateur.

En conclusion, malgré le changement formel de présidence, la lutte contre-insurrectionnelle reste le seul et unique programme de politique intérieure au Guatemala.

Ce qui à notre avis est recherché au travers de l'institution d'un double pouvoir reconnu dans la constitution, c'est l'autonomisation de la politique extérieure du pays de sa politique intérieure. De ce point de vue la question des droits de l'homme devient une ingérence dans les affaires internes du Guatemala.

Ainsi au double pouvoir interne correspondrait la double politique interne/externe. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer le soutien guatémaltèque au groupe de Contadora car de fait, celui-ci est entièrement conditionné à la réussite de cette double politique et donc aucunement représentatif d'une politique extérieure indépendante des États-Unis. □



VOTES



Chronologie électorale 1966-1986

Julio Cesar Mendez Montenegro 1966 - 1970

Premier président civil depuis 1954. Première expérience de double pouvoir: Administration et armée. Anéantissement de la guérilla des années 60 par une politique de terre brûlée. Systématisation de la «disparition» et création des escadrons de la mort.

Général Carlos Arana Osorio 1970 - 1974

Chef militaire triomphant dans la contre-insurrection. L'institution militaire investit les sommets de l'État et en profite pour s'enrichir.

Général Kjell Eugenio Laugerud 1974 - 1978

Ministre de la défense du précédent régime, il doit sa victoire à une fraude électorale privant le général Rios Montt et la démocratie chrétienne de leur victoire.

Général Romeo Lucas Garcia 1978 - 1982

Ministre de la défense du régime précédent il doit également sa victoire à une fraude électorale/ Début des massacres de population civile et isolement international croissant du Guatemala.

Général Rios Montt 23/03/1982

Coup d'État et abolition de la constitution de 1965. Systématisation des massacres, de la terre brûlée et création des patrouilles civiles et des villages modèles comme préalable aux prochaines élections.

Général Mejia Victores

Coup d'État du 13 août 1983. Il conduit le processus électoral. Elections à l'assemblée constituante en juillet 1984 accompagnées d'une offensive de charme sur la scène internationale. Elections à la présidence prévues pour début novembre 1985. Doit laisser le pouvoir le 14 janvier 1986.

PLAIDOYER

POUR UNE DEMOCRATIE VIOLEE

S'il est des pays qui ont pu être désignés comme modèle de démocratie, comme un exemple d'État où soient respectés les droits de l'homme, le Guatemala d'aujourd'hui ne peut en faire partie.

Au contraire, le vocabulaire international des droits de l'homme s'est «enrichi» du nouveau concept de «disparition», lorsque le fléau atteignit des dimensions dramatiques au Guatemala.

Pourtant, faut-il pour autant préjuger de ce qui adviendra des élections du 3 novembre 1985 ?

C'était le 20 janvier 1984. Le gouvernement guatémaltèque annonçait la convocation à des élections pour une Assemblée constituante. Le chef de l'État, Mejia Victores, se chargeait cependant personnellement de rappeler aux futurs candidats *«l'Assemblée nationale constituante aura pour fonction d'élaborer la nouvelle Constitution et je conserverai le pouvoir exécutif et législatif»* (1). Il rappellera encore le 25 juin 1984, le rôle limité dévolu à ce Parlement. Il est vrai par ailleurs que la situation générale qui sévit dans le pays ne sied guère au déroulement en bonne et due forme de la mise en place d'une démocratie.

Tout d'abord le Guatemala est un pays de guerre, ou, plus précisément, tel que le définit l'ONU, un État théâtre *«d'un conflit armé à caractère interne»*. Et, il faut bien l'avouer, si le gouvernement le reconnaît clairement pour expliquer certaines mesures exorbitantes, il l'oublie par contre pour ce qui touche au respect des accords de Genève ; car il paraît illogique

qu'il ait déclaré jusqu'à ce jour ne pas détenir un seul prisonnier politique ou prisonnier de guerre (2).

D'autre part l'attitude du général-président vis-à-vis de l'existence et des demandes du Groupe d'appui mutuel (GAM) (3) semble contredire ses vœux de paix : *«Le gouvernement était de plus en plus irrité par la campagne pour le respect des droits de l'homme. Le 15 mars 1985, Mejia Victores avait lancé un avertissement à peine voilé en qualifiant «d'actes subversifs» les demandes entreprises pour obtenir des éclaircissements sur le sort des détenus et des disparus. Puis les dirigeants les plus en vue de cette organisation avaient reçu des menaces de mort (4)»*. Quelques jours plus tard, les 30 mars et 3 avril exactement, les deux principaux dirigeants du GAM trouvaient la mort.

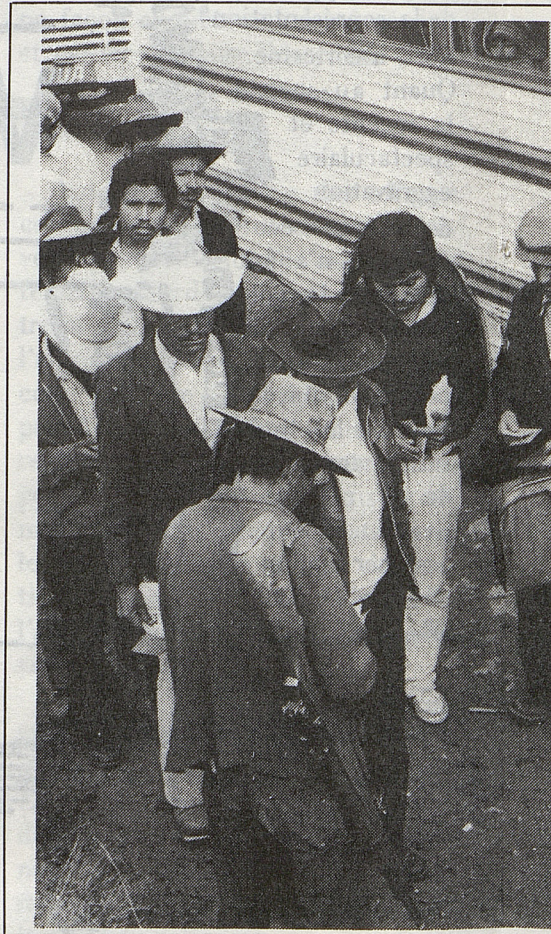
DES LOIS NON UTILISÉES

Le constat est grave. S'il s'avérait juste, la responsabilité du régime serait engagée

dans ces activités terroristes et remettrait par là-même en question son ouverture démocratique. Les preuves de culpabilité ne peuvent être apportées que par des témoignages, eux-mêmes vérifiables, recueillis sur place par des observateurs impartiaux.

C'est pourquoi si le gouvernement se contente de qualifier un organisme comme Amnesty International de «communiste» parce qu'il écrit que *«... la plupart des enlèvements politiques auraient été perpétrés par des militaires d'active et de réserve de toutes les unités de l'armée*

Patrouille d'action civile (PAC) : ainsi la population contrôlée



(1) Voir «Démocratie et gantérisme» dans «Solidarité Guatemala» numéro 24-25 de mars-juin 1984. Voir également au sujet du déroulement du processus électoral «Légalisation d'un génocide», numéro 26 de sept.-oct. 1984.
(2) Les accords de Genève du 12 août 1949 concernent le droit humanitaire dans les guerres et conflits armés internes. Le Guatemala en est signataire.
(3) Sur le Groupe d'appui mutuel des parents de disparus (GAM), voir «Le Groupe d'appui

mutuel» dans «Solidarité Guatemala» numéro 30 de mai-juin 1985.

(4) «Le Monde», 21 mai 1985.

(5) Amnesty International, «Les «disparitions» au Guatemala sous le gouvernement du général O.H. Mejia Victores (août 1983 - janvier 1985) mars 1985, AMR 34/01/85-SG/Co/GR.

(6) Encore que le Guatemala, membre des Nations-Unies depuis le 21 novembre 1945, puisse se prévaloir de n'avoir pas signé les pactes internationaux des droits de l'homme !

guatémaltèque et des agents des forces de sécurité agissant sur l'ordre de leurs supérieurs sous le couvert de prétendus « escadrons de la mort » (5), ce type d'arguments reste insuffisant face à une autorité telle l'ONU (6). De là l'importance de rappeler tout d'abord que le Guatemala fait partie des trois seuls pays d'Amérique latine ayant un rapporteur spécial auprès de l'ONU (les deux autres étant le Chili et le Salvador). De noter ensuite les recommandations précises de la commission des droits de l'homme de l'ONU qui « demande instamment au gouvernement guatémaltèque de prendre des mesures efficaces pour s'assurer que toutes les autorités et agences, dont les forces de sécurité, respectent pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales » (7).

La crédibilité du projet gouvernemental est là bien mise à mal et de nombreux indices viennent alimenter le doute quant aux véritables buts des dirigeants actuels. Ainsi en est-il de l'inefficacité de la Commission tripartite. Cette commission gouvernementale créée en décembre 1984 avait pour objet d'enquêter sur les disparitions. Composée de trois membres — le procureur général, le ministre de l'Intérieur et le vice-ministre de la Défense —, il n'en a tiré aucun résultat. A souligner également que, malgré l'illégalité de la torture les nombreuses personnes dispa-

rués retrouvées mutilées sur les bords des routes, aucun tortionnaire n'a été retrouvé, poursuivi et condamné. Ce qui laisse effectivement penser qu'« on ne poursuit pas la torture au Guatemala parce qu'elle est pratiquée par le gouvernement lui-même ».

Le rôle restreint laissé au pouvoir judi-

Le cas Serrano

J. Ramirez del Pratt

Dans le contexte général des élections au Guatemala, un phénomène nouveau mérite une attention particulière : la candidature de Serrano. En effet, il s'agit — pour la première fois en Amérique latine — de la candidature d'un homme se réclamant du fondamentalisme et inconditionnellement soutenu par « les frères » convertis des différents groupes protestants.

Conseillée par des spécialistes nord-américains en marketing politique, la campagne de Serrano prend une signification inattendue. Ainsi, de nombreux programmes de radio dirigés par l'une ou l'autre des 217 églises ou sectes fondamentalistes présentes au Guatemala désignent le « frère » Serrano comme l'élu de Dieu ; comme « celui par qui l'œuvre de Dieu va se réaliser au Guatemala », comme l'« élu ». C'est le quotidien *La Palabra* qui se charge de la promotion de la campagne : ce périodique, propriété de la secte du Verbe (dont est membre l'ancien président de la République Rios Montt), est dirigé par Rafael Escobar Arguello, sous-secrétaire des Relations publiques sous le gouvernement de Rios Montt. Selon les déclarations de sa direction, *La Palabra* arrive actuellement chez « 2 500 000 fidèles... consommateurs ». Le journal, qui se définit comme étant « le premier quotidien chrétien d'Amérique », est édité dans les anciens ateliers de *La Hora* et fonctionne en collaboration avec le Centre de communications chrétiennes, qui se charge de la traduction de la Bible dans les différentes langues mayas.

Par ailleurs, Serrano a ses propres appuis dans l'appareil militaire ; outre le secteur directement ou indirectement lié à Rios Montt, Serrano connaît personnellement de nombreux officiers formés dans les centres militaires du Texas où il résidait alors qu'il suivait les cours du séminaire.

Mais surtout, tous les « frères » sont des militants infatigables qui représentent au Guatemala près de 30% de la population...

ciaire vient lui aussi contredire les prétentions du régime de Mejia Victores ; pouvoir judiciaire dont l'indépendance dans son fonctionnement vis-à-vis de l'exécutif reste le préalable à tout respect minimal des droits de l'homme. Selon le rapport de la CIDH en 1983, le pouvoir judiciaire avait perdu au Guatemala toute autonomie, toute indépendance et donc toute impartialité. Cet organisme expliquait, l'année suivante, que ces conditions restaient les mêmes, preuve en était la fin de non-recevoir donnée aux demandes d'*habeas corpus* présentées par le GAM et la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG). De fait, ces demandes sont systématiquement bloquées par les autorités militaires et très peu d'autorisations d'enquêtes sont finalement accordées.

Autre preuve, les déclarations du président de la Cour suprême, Ricardo Sagastume Vidaurre, après son limogeage en avril 1984. Celui-ci dénonça lors d'une conférence de presse les pressions exercées par les autorités militaires, la police, des secteurs de l'administration publique et des hauts fonctionnaires pour faire obstruction à la loi, ainsi que les abus de l'armée et de la police ayant tout pouvoir pour emprisonner et libérer des personnes sans autorisation légale. Il n'hésita pas à souligner devant Mejia Victores, lors de la passation des pouvoirs à son successeur, qu'« une bonne part de ces violations provenaient et continuaient de provenir des milieux de la police et de l'armée » (9).

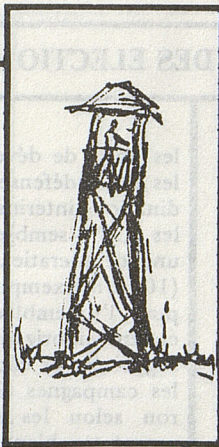
DES TEXTES INAPPLICABLES

Au-delà de ces considérants, on peut également examiner la véracité du projet gouvernemental à la lumière du processus de démocratisation lui-même.

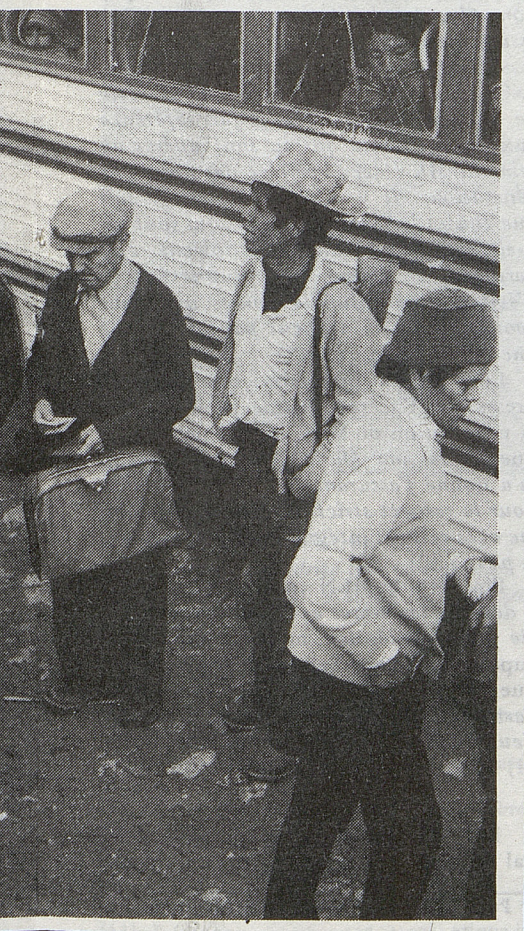
Effectivement, il est impossible d'escamoter le rôle tenu par l'armée qui procède, depuis l'arrivée de Rios Montt, au pouvoir, à une militarisation en règle du pays. Le contrôle et l'encadrement par les forcés armées de la population à travers

(7) Extrait de la résolution de la 58ème session du 14 mars 1984.

(8) Voir le rapport de la mission au Guatemala de l'Association internationale des juristes démocrates (AIDJ) du 22 au 29 janvier 1985.



n contrôle la population...



les pôles de développement, les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) et les Coordinations interinstitutionnelles communales (CIC) semblent être là pour assurer une démocratie... en faveur de l'armée. (10) Un exemple : un tiers des votants pour l'Assemblée nationale constituante étaient embrigadés dans les PAC, milices organisées et encadrées par l'armée dans les campagnes (900 000 personnes environ selon les sources officielles). Cet aspect troublant de la démocratie existe également dans les villes à travers l'ilôtage permettant un contrôle policier très serré par pâté de maisons.

Le million de réfugiés internes, les centaines de milliers de réfugiés externes témoignent également non seulement de la réalité d'un génocide entrepris par un régime ayant choisi une politique de « terre brûlée » mais aussi du « mensonge » qu'est cette « démocratisation ».

Mais surtout la lecture du contenu de la nouvelle et troisième Constitution est édifiant. Prenons un seul exemple, sachant qu'il est nombreux.

L'article 5 indique que « Toute personne a le droit de faire ce que la loi n'interdit pas. Elle ne pourra non plus être persécutée ou gênée pour ses opinions ou pour des actes qui n'impliquent pas une infraction à cette loi. » Si de prime abord, cet article paraît contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme quant à la liberté d'opinion et d'expression, il faut également souligner que son application est des plus arbitraires. En effet, l'article 396 du Code Pénal nous apprend que « Ceux qui promeuvent l'organisation ou le fonctionnement d'associations qui agissent en accord ou subordonnées à des entités internationales impulsant l'idéologie communiste ou n'importe quel autre système totalitaire, ou destinées à commettre des délits, ou qui y participent, seront sanctionnés de deux à six ans de prison. » Faut-il préciser

à six ans de prison. » Faut-il préciser qu'aucun texte légal au Guatemala n'indique la définition de ce qu'est une « idéologie communiste » ou « totalitaire » ?

Ainsi peut donc être « appliquée » une Constitution... qui ne rentrera en vigueur qu'à partir du 14 janvier 1986, date de la prise de possession de leur poste par le président et le vice-président. Ce que Mejia Victores s'est chargé de rappeler lors des derniers événements du début du mois de septembre 1985 (des manifestations sévèrement réprimées par l'armée) quand il « a mis la presse en demeure de ne diffuser que des « informations qui correspondent à la vérité » (11). Laquelle ?

(9) Amnesty International. op. cit.

(10) Voir « La fleur au fusil » dans « Solidarité Guatemala » numéro 27 de nov.-déc. 1984.

(11) « Le Quotidien de Paris », « Libération » et « Le Figaro » du 5 septembre 1985.

LA COURSE

A LA PRESIDENCE

Huit candidats disputeront le siège présidentiel. Trois d'entre eux sont soutenus par des coalitions électorales : Mario Sandoval A. (MLN-PID), Jorge Serrano (PDCN-PR) et Leonel Sisniega (PUA-FUN-MEC). Trois autres sont soutenus par un seul parti : Jorge Carpio (UCN), Mario David Garcia (CAN) et Mario Solorzano (PSD). Les deux autres sont soutenus par « presque un seul parti » : Vinicio Cerezo (DC et deux petits partis : FCD et AD) et Alejandro Maldonado (PNR et le petit OCAS). Seuls les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix iront au deuxième tour.

MLN-PID : Jaime Caceres Knox, candidat à la vice-présidence, s'explique sur l'« alliance de droite progressiste » (sic), dont le slogan est « sécurité, force et pantalons » (!) : « La première mesure que nous impulserons sera le dialogue, pour trouver des issues urgentes aux problèmes nationaux. Je vous assure qu'il ne s'agit pas de « main dure » mais d'avoir la capacité de respecter le peuple et pour que celui-ci respecte ses autorités, son gouver-

nement. Avec nous il n'y aura ni violence ni répression, mais il n'y aura pas non plus les hésitations auxquelles on assiste actuellement. » (1)

A propos de son programme agraire, J. Caceres répond : « Quand je vous parle de « droite progressiste », je fais référence aux changements qui se sont opérés au sein du MLN avec l'arrivée des nouvelles générations. Il y a consensus sur le fait que toutes les terres de l'État qui sont actuellement improductives doivent être partagées et données en propriété, afin d'éviter les « latifundia » oisifs que nous avons. Mais ceci ne peut pas être appelé une réforme agraire. » (2)

Lors de sa première conférence de presse, M. Caceres affirme avoir accepté la nomination du MLN uniquement parce que « mon ami Mario Sandoval Alarcon m'a donné l'assurance qu'on va travailler pour le respect strict des droits de l'homme et le respect intégral de la légalité dans le pays. » (3)

Fin août, le MLN « a appelé la guérilla à déposer les armes et à s'incorporer à la vie politique légale », mais quelques jours auparavant Mario Sandoval avait affirmé que « l'insurrection doit être vaincue par l'armée, de même que les bactéries infectieuses sont annihilées par les anticorps. » (4)

DC : Alfonso Cabrera, Secrétaire général du parti, explique les propositions de

* Pour les sujets des partis, se référer au tableau ci-contre.



son organisation pour résoudre la crise économique : « (...) La DC possède un programme sérieux d'urgence nationale (de « emergencia nacional »), avec des mesures concrètes pour lancer l'économie du pays. Sont inclus : des stimulants à la production agricole et industrielle, qui soient créateurs d'emplois ; la récupération de la confiance internationale afin de trouver des financements extérieurs, la stimulation de l'investissement étranger ; la centralisation de la circula-

ges. » (5)

Lors d'une conférence de presse, Vinicio Cerezo a commenté le projet de « développement concerté » qu'il mettra en application à son arrivée à la présidence : « Ceci ne peut-être obtenu qu'en ayant une équipe comme celle que la Démocratie chrétienne offre au peuple du Guatemala. C'est-à-dire avec la présidence et la vice-présidence pour commencer, c'est-à-dire des personnes avec des projets renouvelés, dynamiques et actualisés ainsi que l'équipe qui travaillera avec l'exécutif. » (6)

En piste

MLN-PID : Mouvement de libération nationale - Parti institutionnel démocratique. Candidats : Jorge Serrano Elias, Jaime Caceres Knox.

PDCN-PR : Parti démocratique de coopération nationale - Parti révolutionnaire. Candidats : Jorge Serrano Elias, Mario Fuentes Pieruccini.

PUA-FUN-MEC : Parti d'unification anti-communiste - Front d'unité nationale - Mouvement émergent de réconciliation. Candidats : Leonel Sisniega Otero, Julio Benjamín Sultan.

UCN : Union de centre national. Candidats : Jorge Carpio Nicolle, Ramiro de Leon Carpio.

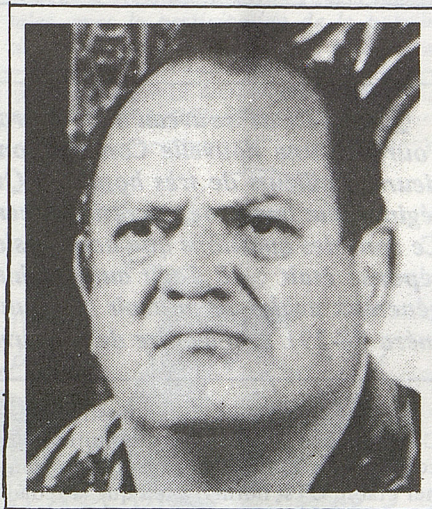
CAN : Centrale authentique nationaliste. Candidats : Mario David Garcia, Carlos Molina Mencos.

PSD : Parti socialiste démocratique. Candidats : Mario Solorzano M., Luis Zurita Tablada.

DC-FCAD-AD : Démocratie chrétienne - Front civique démocratique - Action démocratique. Candidats : Vinicio Cerezo Arevalo - Roberto Carpio Nicolle.

PNR-OCAS : Parti nationaliste renouvateur - Organisation paysanne d'action sociale. Candidats : Alejandro Maldonado Aguirre, Mauricio Cuixtan.

tion de devises ; une réforme fiscale ; et des normes d'austérité très sévères dans le gouvernement afin d'éviter les gaspilla-



Le général Mejia Victores

Consulté sur l'identité des secteurs de la « droite traditionnelle » qui menacent la vie de Vinicio Cerezo, Alfonso Cabrera répond : « Il s'agit des mêmes secteurs qui voient avec crainte la situation au Salvador. Ils ne voient qu'un côté de la monnaie. Par exemple ; la réforme agraire et la nationalisation de la banque, mais ils oublient le danger que la guérilla prenne le pouvoir politique, comme c'est arrivé au Nicaragua. Ils ne sont pas capables d'analyser que la situation du Guatemala est très différente de celle du Salvador, et que la DC n'a même pas proposé une réforme agraire dans notre pays mais des actions d'urgence nationale à travers un plan de travail avec développement concerté, lequel a été exposé par Vinicio avec clarté. » (7)

PDCN : A propos de la candidature de Jorge Serrano, *Inforpress* fait le commentaire suivant : « Le plus important des candidats récents, par son ascension rapide et l'agressivité de sa campagne, est Jorge Serrano Elias, pour le Parti démocratique de conciliation nationale (PDCN) ; on suppose qu'il tire sa force de deux éléments : le protestantisme (un million d'électeurs potentiels, d'après eux) et le mouvement coopérativiste, avec lequel Serrano essaye de s'identifier. Le premier élément, le religieux, peut être une arme à double tranchant non seulement parce qu'il pourrait

lui enlever (des voix) plus que de lui en apporter ; mais parce que cela le lie au régime d'Efraim Rios Montt où il fut un personnage de premier plan comme président « désigné d'office » du Conseil d'État. » (8)

Quelles seront ses relations avec l'armée en cas de victoire ? « Avant tout, répond Serrano, nous savons que la sécurité et le maintien de la paix sont nécessaires pour la récupération sociale et économique du pays. Pour obtenir ceci, nous devons compter sur une armée qui protège et défend le pays de toute attaque interne ou externe. Une armée qui garantisse, sauvegarde et maintienne la liberté et la souveraineté de la nation, ainsi que son honneur et son intégrité territoriale. » (9)

UCN : « L'UCN s'est formée et développée comme un parti typiquement caudillesque, promu par le candidat et pour que le candidat arrive à la Présidence de la République. Son efficacité et son succès aux élections de la Constituante sont dus à sa bonne organisation, à des res-



sources abondantes et, fondamentalement, pour avoir su profiter (basé sur l'expérience récente de l'Espagne) de l'espace politique disponible. Plus qu'à la polarisation comme l'affirment quelques-uns, son succès est dû à la fermeture d'options pour la libre organisation politique, syndicale, communale, etc. » (11)

A propos de son passé de « patron d'entreprise de droite » et de son identifi-

(5) « Domingo » numéro 243, « Prensa Libre » 21/07/1985.

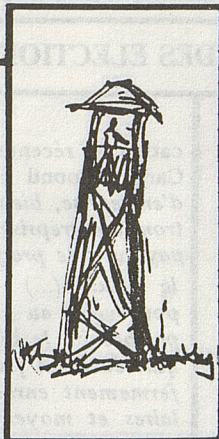
(6) « Prensa Libre », première quinzaine d'août 1985.

(7) « Domingo » numéro 243, « Prensa Libre » 21/07/1985.

(8) « Inforpress » numéro 647, 4/07/1985.

(9) « SIAG », bulletin numéro 46.

(11) « Inforpress » numéro 647, 4/07/1985.



cation — récente — au centrisme; Jorge Carpio répond : « (...) Je suis un patron d'entreprise, bien sûr, et en tant que patron d'entreprise je vais conduire mon pays vers le progrès, vers la liberté, vers la paix. (...) Je ne viens pas pour voler au gouvernement, je n'en ai pas besoin. Je suis un patron d'entreprise qui réussit et j'ai une conscience sociale fermement enracinée. Les classes populaires et moyennes du Guatemala sont avec moi. Je vais les sauver du sous-développement, de la violence et de la mort. La Providence est avec le centrisme, c'est pour cela que nous sommes confiants et sûrs de notre victoire : la main du Tout-puissant nous a désigné pour amener la paix et l'unité au Guatemala, et pour doter tous les guatémaltèques de travail, sécurité et justice. Le Guatemala a déjà choisi et « la voix du peuple est la voix de Dieu. » (12)

Que propose-t-il pour résoudre la crise ? « En tant que président de la République, je conduirai le pays comme une entreprise à la recherche non seulement de l'équilibre des différents secteurs nationaux mais de la santé économique du pays. (...) La crise économique du pays ne peut être résolue que par la voie de la production et de la productivité. Le Guatemala a besoin de produire plus et plus efficacement. Pour autant, l'État doit créer les conditions optimales pour que le secteur productif privé puisse accomplir sa tâche. (...) Il est nécessaire d'enlever toutes les barrières existantes pour les producteurs, afin que ceux-ci puissent développer leur activité vent en poupe. » (13)

PROGRAMMES, QUELS PROGRAMMES ?

Il est frappant de constater, à la lecture des discours, interviews et déclarations, l'impression des propositions avancées par les différents candidats à la présidence, ainsi que l'absence totale de programmes. Ils se sont tous cantonnés à énoncer quelques principes d'ordre général (relance de l'économie, sortir le pays de la crise, etc.) sans avancer la moindre proposition concrète, multipliant les références à des lieux communs tels que la démocratie, les droits de l'homme, la violence, l'honnêteté, etc.

Ainsi, si certains espèrent à travers les élections voir sortir le pays de la crise, cette affirmation « a été mise en doute non seulement par la complexité du problème et la dure stratification des secteurs les plus puissants, mais aussi par l'aspect très vague des programmes politiques et des positions des candidats. » (14)

(12) « Domingo » numéro 233, « Prensa Libre » 5/05/1985.

(13) Idem.

(14) « Infopress » numéro 647, 4/07/1985.

LA CONTINUITE

CONSTITUTIONNELLE

ASSUREE PAR LES MILITAIRES

Qu'y a-t-il de nouveau dans le projet des élections ? A quoi répond-il ? Pourquoi une nouvelle Constitution dans un pays qui en a déjà eu plusieurs, d'ailleurs de très bonnes ? Quelle formule faut-il pour donner au régime une image démocratique, centriste et civile dont il a tant besoin ? Ce sont des questions que nous posons il y a un an, il y a six mois. Notre réponse était : « Il s'agit aujourd'hui de légitimer non pas un groupe de généraux avides de pouvoir mais une machine de guerre ». (Voir S.G. numéro 28-29). A la lecture de la nouvelle Constitution, nous sommes servis.

Trois coups d'État. Trois Constitutions. C'est normal, certes. Par définition les coups d'État abrogent l'ordre constitutionnel établi. C'est normal aussi que la rédaction d'une nouvelle Constitution précède le retour à la « normalité » et que les forces dominantes sur l'échiquier politique y laissent leur empreinte.

En effet, depuis la Constitution de 1879 qu'inaugura la République Libérale, toutes les Constitutions à l'exception de celle rédigée en 1945, furent successivement abrogées ou réformées en faveur des secteurs dominants. Elles servirent à soutenir les dictatures de Cabrera (1903-1920) et d'Ubico (1931-1944) et à légitimer le coup de force contre-révolutionnaire de 1954 : la Constitution de 1956 fut destinée à bannir de la vie politique toute participation de la gauche même modérée et à mettre un corset juridique aux aspirations populaires.

La Constitution de 1965, suite au coup d'État de 1963 fut, dans sa forme, l'une des plus « démocratiques » : jamais une constitution ne fut autant bafouée et restée lettre morte. Elle ouvrit la période la plus noire de l'histoire du Guatemala, celle des détenus-disparus, celle des massacres, celle de la plus inhumaine répression agissant dans l'ombre, en marge de toute légalité.

La nouvelle Constitution, celle qui aujourd'hui voit le jour, est à bien des égards très différente des précédentes. En effet, les circonstances sont aujourd'hui complètement différentes des années soixante. Les problèmes du pouvoir sont ceux de la conduite de la guerre et d'un pays au bord de la faillite économique. Les partis politiques traditionnels ne sont que l'ombre de ce qu'ils étaient.

En utilisant le schéma classique de la pyramide pour illustrer la structure de l'État nous pouvons dire qu'aux élections de 1966 la pyramide républicaine resta intacte : l'armée céda le pouvoir aux civils, et exerça son métier de « garante de la Constitution » dans la lutte contre la subversion. Elle restait le véritable pouvoir dans l'ombre : la menace du coup d'État pendait comme une épée de Damoclès sur le pouvoir civil.

La phase suivante est ouverte en 1970 : en toute « légalité » démocratique les militaires sortent de l'ombre et occupent le sommet de la pyramide. Le haut commandement de l'armée devient le principal ou plutôt l'unique vivier des candidats à la présidence de la République.

La nouvelle Constitution doit parvenir à une alchimie beaucoup plus complexe : céder le « sommet » de la pyramide — le pouvoir politique — et « occuper » l'ensemble de l'appareil d'État. En d'autres termes, la nouvelle Constitution doit permettre l'« institutionnalisation » d'un véritable « double pouvoir », d'un État dans l'État. Pour y parvenir, sans trop compromettre la forme républicaine et démocratique de la Constitution, ils ont inventé une petite argutie juridique, tellement grotesque, qu'elle risquait de passer inaperçue :

ARTICLE 16. Décrets-lois. *Sont juridiquement valables les Décrets-lois émis par le gouvernement de la République depuis le 23 mars 1982 ainsi que tous les actes administratifs et de gouvernement réalisés en accord avec la loi.* (Constitution Politique de la République de Guatemala. Titre VIII. Chapitre Unique et dernière Assemblée Nationale 31 mai 1985).

Insignifiant article 16. Insignifiant et pourtant capital pour comprendre l'enjeu et la portée de la nouvelle Constitution. Depuis le 23 mars 1982 le Guatemala est gouverné par décrets. Seulement, certains de ces décrets ne sont pas comme les autres. Ils ont le pouvoir inouï de modifier substantiellement les rapports entre l'armée et l'État. L'armée devient un véritable État dans l'État mais cette fois-ci sans avoir à occuper les instances politiques traditionnelles de celui-ci (la Présidence et les ministères). Le plus significatif et la véritable colonne vertébrale de tout le système est le décret 111-84 : il crée LA LOI ORGANIQUE DU SYSTEME NATIONAL DE COORDINATION INTER-

INSTITUTIONNEL POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Le chef d'État Major de la Défense devient un véritable «super-ministre» dont les objectifs et les prérogatives sont définis dans le texte de la loi selon l'ordre suivant (la sélection des extraits et la traduction sont de la rédaction) :

CHAPITRE I. Article 2. Objectifs.
L'objectif du Système National de Coordination Interinstitutionnel pour la Reconstruction et le Développement est fondamentalement d'orienter et de coordonner les actions et les efforts du secteur public et des Organisations Non-gouvernementales, avec la participation de la population à la création, exécution, instrumen-

talisation et mise en marche des projets et programmes dont le but est de réussir la reconstruction et le développement du pays à l'échelle nationale, départementale, municipale et locale.

CHAPITRE II. Article 4. Fonctions.
La coordination Inter-institutionnelle Nationale - C I N - est le niveau supérieur du Système National de Coordination Inter-institutionnel et il lui revient la coordination et direction de l'ensemble (...).

CHAPITRE III. Article 6. Fonctions.
La coordination Inter-institutionnelle Départementale - C I D - est responsable de :

a) Définir le degré de priorité des besoins socio-économiques du chef-lieu du département.

b) Recevoir et définir la priorité des demandes provenant des Coordinations Inter-institutionnelles Municipales - C I M - de sa juridiction.

c) Définir les priorités au niveau du département et formuler les projets pertinents. Soumettre les dits projets à la considération de l'instance supérieure - C I N - pour son approbation éventuelle.

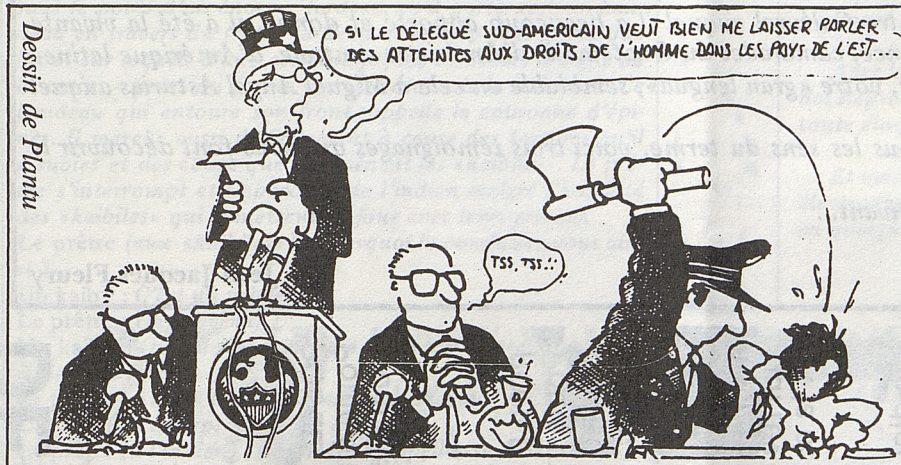
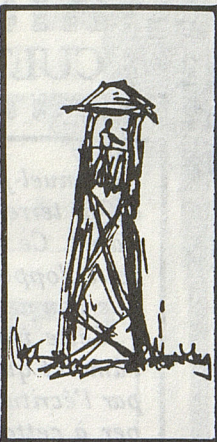
d) Soumettre les programmes et projets prioritaires à la C I N afin qu'ils soient pris en considération dans les pré-projets budgétaires en conformité aux dispositions générales de cette loi.

e) Faciliter et aider à l'exécution des programmes et projets financés avec des ressources locales et/ou budgétaires ; et

f) Contrôler l'exécution et la mise en œuvre des programmes et projets.

On voit clairement où se situent les centres de décision : les Commandants de 22 «Zones Militaires» dont les limites correspondent à ceux des départements, doivent «prioriser» les «besoins socio-économiques» de... tout le pays. Toute initiative, d'où qu'elle vienne, doit passer par ce filtre. Le Ministère de l'agriculture décide de promouvoir un projet de production, par exemple d'avocats, avec le concours des coopératives agricoles d'une quelconque municipalité... il devra obtenir le feu vert du Commandant de la Zone Militaire correspondante et ainsi de suite.

On se demande quel rôle vont être amenés à jouer les «civils» qui occuperont le «sommet» de la pyramide de l'État à partir de Janvier 1986 ? □



Et l'opposition ?

Dans un document daté de septembre 1985, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) déclare au peuple du Guatemala :

«... Comme tout le monde le sait, la manœuvre de l'ouverture démocratique a failli être interrompue à plusieurs reprises. Elle s'est poursuivie en premier lieu grâce à l'intervention directe de l'ambassade nord-américaine, puisque la prétendue ouverture constitue une pièce clef et un préalable indispensable pour intégrer le Guatemala dans la stratégie régionale des États-Unis. En second lieu, un nouveau coup d'État aurait signifié en définitive une autre défaite du projet contre-insurrectionnel dont les objectifs stratégiques convergent tant avec ceux des «camarillas» militaires qu'avec ceux du pouvoir nord-américain.

«La manœuvre d'ouverture démocratique n'a rien de nouveau au Guatemala. Elle ne constitue pas un processus sain et honnête de changement du système, sinon une des composantes utilisées par le pouvoir qui opprime actuellement notre peuple. Elle ne prétend ni modifier la structure injuste et

opprimante du pouvoir économique et politique, ni répondre aux problèmes du peuple guatémaltèque.

«(...) Ces forces électorales seront l'instrument de soutien aux projets contre-insurrectionnels, afin de garantir la dissimulation des crimes injustes et des enlèvements d'un passé honteux ainsi que du présent, afin d'assumer les tragiques conséquences qui surviennent et inévitablement surviendront comme effets de la crise au Guatemala.

«Quelle meilleure preuve de la fausseté de la dénommée ouverture démocratique que le fait qu'aucun des partis participant à ce jeu n'ait de programme sérieux et concret pour solutionner les problèmes ? Aucun d'eux d'ailleurs ne croit au caractère effectif et durable de la supposée ouverture démocratique, puisque leur unique garantie repose sur les promesses des assassins du peuple.

«... Quel que soit le président ou la composition du Congrès, il n'y aura rien de plus qu'un gouvernement répressif, antipopulaire, antidémocratique, sans pouvoirs réels et soumis au gouvernement des États-Unis.»

En revanche, l'URNG appelle tous les secteurs de la population à profiter des espaces politiques entrouverts par le processus électoral pour lutter pour leurs propres intérêts et revendications.

Jean-Jacques Fleury

Manuel-José Arce est mort en terre albigeoise et ce n'est pas le simple hasard qui l'a conduit des volcans de sa terre natale sur ce plateau crayeux de Sainte-Croix et de la Cruzatié qui domine les méandres du Tarn... Ce sont cinq cents ans d'esclavage, de pillage et d'oppression pour son malheureux pays, c'est surtout l'opposition farouche et intransigeante d'un homme intègre face à un terrible génocide et ethnocide que l'on ne dénoncera jamais assez.

Cette vie, cette mort c'est avant tout celle d'un homme qui avait le Guatemala chevillé au corps et à l'âme et qui, aux pires instants de souffrance, loin de la terre natale, ne cessait de l'invoquer par la voix et par l'écriture. Nul ne pouvait oublier le Guatemala après avoir rencontré Manuel-José, nul ne pouvait échapper à cette voix exigeante qui réclamait et prêchait foi et unité dans la lutte. Et Manuel n'a jamais cessé, jusqu'à la veille même de ce dimanche fatal, de lutter, d'écrire, de témoigner avec cette formidable arme de combat qu'était sa Brother EP 44. Pour tout cela, Manuel n'est pas mort, plus que jamais il est présent : ses paroles, ses écrits sont là et les armes des bourreaux se tairont bien avant tous ses mots, ses lignes, ses vers, ses livres... Et un jour, c'est sûr, les cendres de Manuel reviendront sur sa terre qui sera alors vraiment celle de l'éternel printemps...

A Albi, depuis deux ans, au Centre Culturel auquel il a beaucoup apporté et donné, il a été la vivante image de votre lutte, de votre résistance, camarades du Guatemala, d'Amérique centrale, d'Amérique latine ; il a été notre infatigable porte-parole, votre « gran lengua », semblable en cela à Miguel Angel Asturias auquel le liaient admiration et amitié.

De cette œuvre immense, dans tous les sens du terme, voici trois témoignages qui nous font découvrir le militant mais aussi l'homme.

Oui, Manuel, tu es vivant et bien vivant...

DELIT CONDAMNATION ET EXECUTION D'UNE POULE

POULE
Poule à plumage d'indien
(ou indien à vêtements de poule)

ainsi jusqu'à nous parurent l'indien
devenu mots et images
ceux d'une pièce de
Manuel-José ARCE

Etre vivant

...Quelle joie de me sentir vivant ! Aimer ma femme. Faire quelques pas. Penser profondément et aller loin dans ma réflexion.

Merci — à qui ?, je ne le sais — mais merci pour tout ça :
Pour les feuilles et le soleil de la cour de ma maison.
Pour cette peau qui sent la caresse de l'eau. Pour les rêves que je rêve. Et pour mes maux de tête dans mon travail et face au crayon.

Merci encore pour mes poumons, mon cœur, mon pancréas, mes deux pieds et mes mains... chacune de mes cellules, chacun de mes atomes. Je suis heureux de l'existence de ce samedi nuageux. Je suis heureux du bout de viande du déjeuner. Du mot «vent», de la chanson la plus stupide de Glenn Miller et du chien qui passe sans me voir.

Quel bonheur, quel immense bonheur que celui d'être vivant, entier, même avec des peines qui confirment tant de joie.

Merci, merci beaucoup, merci beaucoup... beaucoup. Et une fois de plus MERCI.

Journal d'un scribe
(Chroniques publiées dans le journal «El Grafico»
de Guatemala-Ciudad)

Sonnet à une Brother EP 44

*De la dictée enfantine et analphabète
j'en suis venu maladroitement à l'écrit :
table, papier, murs, tableau,
jouant sans le savoir au poète.*

*Ce fut ensuite l'encre en tenues indiscreètes
et le crayon qui jamais ne se hâte.
Et enfin vint le clavier,
bégayant telle une mitraille.*

*Avec la machine électrique le son
des impressions monotones a perdu
toute éloquence rythmique personnelle.*

*Et maintenant face à cet instrument onirique,
électronique, magique, je me sens
en quelque sorte astronaute sidéral.*

Albi - Été 85

Témoignages et rituels
Rituel 8

(Un jeune prêtre avec une serviette sur l'épaule)

Voix de femme : Père, le déjeuner est servi !

Le Prêtre : Merci... Je vais me laver les mains et j'arrive.
(A cet instant entre un groupe composé de deux «Kaibiles» et d'un indien, prisonnier. L'indien marche difficilement sous le poids d'un énorme fardeau qu'il porte avec un bandeau en travers du front, fardeau beaucoup plus grand que lui et sur lequel, d'une certaine façon, se devine le signe de la croix - peint ou formé par les bâtons de la structure. Le bandeau qui entoure son front rappelle la couronne d'épines. Il marche aussi difficilement à cause des tortures qu'il a subies et des coups que lui assènent les «kaibiles». Le prêtre s'interrompt et s'approche de l'indien malgré l'hostilité des «kaibiles» qui le mettent en joue avec leurs armes).

Le prêtre (aux «kaibiles») : Pourquoi le conduisez-vous ainsi ?

Un kaibil : C'est un subversif.

Le prêtre : Un subversif ?

Un kaibil : Oui : il sème du maïs. Sans nul doute pour nourrir les guerrilleros.

Le prêtre : Et que porte-t-il dans son fardeau ?

Un kaibil : Le corps du délit : du maïs.

Le prêtre (à l'indien) : Comment t'appelles-tu ?

L'indien : Jésus... Jésus Chuc Ahpocabaj.

(Le prêtre réprime un sursaut. Tel le cirénéen il veut aider l'indien à porter sa charge mais il est immédiatement repoussé par les «kaibiles». Il demeure pétrifié comme devant une révélation. L'indien tombe à terre et les «kaibiles» l'obligent à se relever à coups de pieds ou à coups de crosse. Ils font quelques pas puis ils le laissent se décharger de l'énorme fardeau auquel ils l'attachent les bras grand ouverts. Ils reculent de quelques pas, le mettent en joue et tirent. L'indien reçoit la charge de plein fouet et agonise. L'un des «kaibiles» lui enfonce sa baïonnette dans les côtes. L'indien meurt. Les «kaibiles» s'éloignent en silence. Cette partie de la scène n'est alors plus éclairée).

Voix de femme : Mon père, le déjeuner va refroidir ! Vous vous êtes lavé les mains ?

Le prêtre (il regarde sa serviette, puis ses mains ; il laisse tomber la serviette, puis pour lui-même) : ... Non ! non, je ne me laverai pas les mains !

Voix de femme : Mon père, la soupe refroidit !

Le prêtre (il a pris une décision) : Non ! Il n'est plus l'heure de manger. Il est l'heure de communier !

(et il s'éloigne dans la direction opposée de la voix de la femme).

Voix de femme (qui paraît fort lointaine) : Mon père !
Votre déjeuner !...

**MANUEL JOSÉ-ARCE N'EST PLUS.
POUR «SOLIDARITÉ-GUATEMALA»
CE SONT AUTANT D'ENCOURAGEMENTS,
D'ÉCHANGES QUI SE TAISENT SUBITEMENT,
AUJOURD'HUI.
QUE SES PROCHES SOIENT ASSURÉS
DE NOTRE SOLIDARITÉ
FRANCHE ET AMICALE.**

DIS 31000 TOULOUSE TEL (61) 21.51
PLACE E. CANET - 91 000 ALBI

LA PEUR...

ET LE COURAGE

La solidarité, l'action de solidarité peut prendre de multiples formes. Celle des Brigades internationales de la paix (BIP) est de celles que si elles paraîtront dangereuses pour certains n'en sont pas moins aujourd'hui, au Guatemala en 1985, des plus efficaces et des plus chaleureuses. C'est pourquoi nous avons tenu tout particulièrement à vous faire part de ces extraits d'une lettre qui nous est parvenue d'un membre des BIP travaillant actuellement sur place.

Arrivé à Mexico le 28 juin, après vingt-cinq heures de voyage via Moscou, je retrouve toute l'équipe, à savoir J. et A. des USA, et M. du Canada ; sont également présents les deux coordinateurs du projet Brigade internationale de la paix en Amérique centrale : J. du Canada et J. du Costa-Rica.

Après trois jours de réunion, nous nous rendons à Guatemala-Ciudad. Les premiers jours, J. et moi-même prenons contact avec les différentes ambassades qui apportent leur soutien à notre équipe et offrent sous différentes formes une aide aux membres du GAM.

Nous rendons également visite au nouveau directeur de l'immigration. Celui-ci, un civil, remplace le colonel auparavant à ce poste, cet officier qui a probablement fomenté une tentative de coup d'État vient d'être muté. Le nouveau directeur nous reçoit très cordialement et semble théoriquement prêt à faciliter notre travail estimable et méritoire à ses yeux.

Une de nos tâches et un des aspects de notre travail de protection consiste à aider les personnes menacées qui ont décidé de quitter le pays. Ainsi j'ai fait plusieurs voyages dans un village situé à trente kilomètres de la capitale (j'évite de donner des noms de lieu et de personne au cas où mon courrier serait intercepté). Dans ce village vit la famille du porte-parole du GAM assassiné en avril dernier. Auparavant, deux autres membres de cette famille ont été enlevés car ils travaillaient comme syndicalistes ou animaient des comités de quartier. Ils ont reçu de nouvelles menaces et ont décidé de demander le refuge politique au Canada. Du village, je les accompagne à l'ambassade du Canada, aux bureaux de l'immigration,

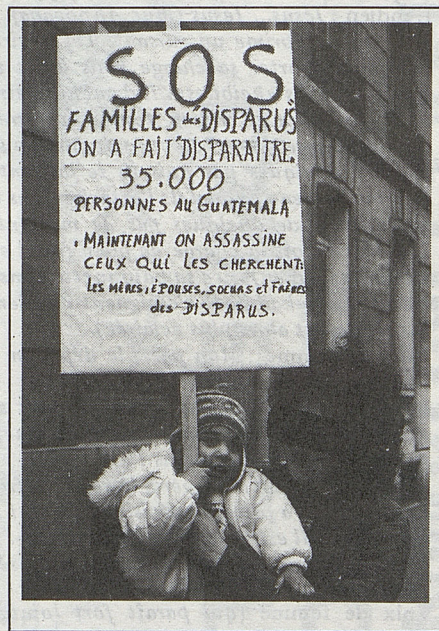
etc. et les aide dans leurs démarches. Ils pourront partir (dix au total) début juillet et être accueillis comme réfugiés politiques à Toronto.

Dans ce même village, je rends visite à une autre femme qui nous a contactés. Elle m'explique qu'elle nous a demandé de venir chez elle car depuis l'assassinat du porte-parole du GAM qui vivait dans son village, elle a peur de se rendre à la capitale et ne va plus aux réunions du GAM. «El miedo», la peur, est un des mots qui revient le plus souvent dans les conversations. Cette femme me raconte qu'en mai 1983, une dizaine d'hommes armés firent irruption dans sa maison et enlevèrent son fils. L'autre fils et son mari étaient allés au cinéma, des voisins les avertirent du danger et ils purent éviter d'être pris. Les deux fils étaient tous deux dirigeants syndicalistes ; depuis le décret d'état d'urgence ils avaient abandonné leurs fonctions. Le fils qui grâce à la séance de cinéma put éviter d'être enlevé se réfugia sur la côte Sud. Bien lui en prit car six mois plus tard, une quinzaine d'hommes clairement identifiés comme membres de l'armée vinrent à nouveau dans la maison dans le but de l'enlever. Celui-ci vit depuis janvier au Canada avec sa femme et ses deux enfants. Outre l'aide matérielle que nous apportons, notre écoute procure réconfort et la solidarité internationale est source d'espoir.

Samedi 15 juin : réunion du GAM dans notre spacieuse maison de la calle Mariscal. «Vous êtes nos anges-gardiens», me déclare Don Oscar, un homme d'une soixantaine d'années à l'immense barbe blanche et aux cheveux noirs derrière la tête, «sans vous,

nous ne pourrions pas nous réunir». Son physique peu habituel de par l'abondance de son système pileux exprime en fait sa protestation : depuis l'enlèvement de sa fille (professeur à l'université de San Carlos), il ne coupe plus ni cheveux ni barbe. Cet homme, commerçant de métier, fait partie de la minorité blanche et métis du groupe, la grande majorité — 80% — sont des Indiens. Ces derniers ont fait parfois trois heures de bus pour venir à la réunion.

Nous nous tenons à l'entrée pour les accueillir et c'est un magnifique défilé car la plupart des femmes portent le costume traditionnel de leur région. Je discute avec un homme du Quiché ; il est paysan. En 1984, l'ar-



Lors d'un rassemblement devant l'ambassade du Guatemala à Paris le 10 mai 1985...

mée, après le passage de la guérilla dans le village, perpétua d'épouvantables représailles : «Avec ma femme, nous avons pu courir et fuir la maison en emmenant notre bébé avec nous, mais ils ont tué nos deux fils de six et huit ans et enlevé notre fillette de cinq ans. C'est pourquoi je suis là.»

Notre grande salle du rez-de-chaussée accueille ce jour-là une centaine de

Réfugiés

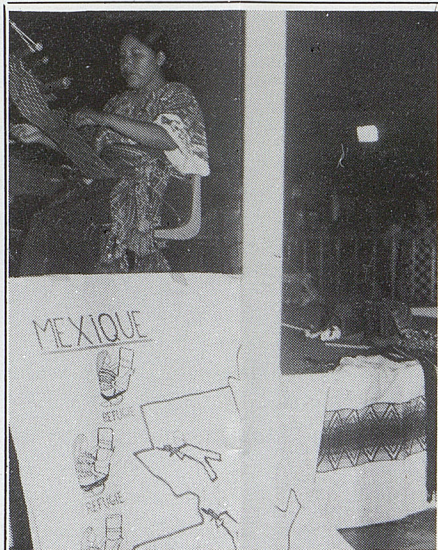
Réfugiés

Réfugiés

Une mission française d'observation s'est de nouveau rendue au Mexique du 18 au 28 juillet 1985 afin de faire le point sur la mise en œuvre de la politique d'incitation et de persuasion par le dialogue du gouvernement mexicain envers les réfugiés guatémaltèques. Le but de cette politique : leur transfert dans la presqu'île du Yucatan, loin de la frontière guatémaltèque (états de Quintana-Roo et de Campeche).

La mission a visité le camp de Los Lirios dans l'État de Quintana-Roo et celui de Quetzal-Edna dans celui de Campeche d'une part et d'autre part les camps de El Chajul, La Gloria San Caralampio et de Santa Rosa dans l'État du Chiapas. Claude Katz et Pierre Toulat notent dans leur rapport de mission en guise de conclusion :

«Tout au long de ce rapport, nous avons noté une amélioration des conditions de vie des réfugiés guatémaltèques mais, dans le Chiapas, leur situation reste précaire et ne pourra pas durer, tandis que, dans les camps de réinstallation, des problèmes de travail,



C'est dans le cadre de la rencontre Nord-Sud que Maria Velasquez a tissé publiquement durant une semaine pour le plaisir de l'œil mais aussi pour présenter sa coopérative mise sur pied par des réfugiés guatémaltèques au Mexique : avant tout pour montrer ce qu'est la survie

d'autosuffisance économique et d'identité culturelle demeurent.

La réinstallation des réfugiés au Mexique ne pourra pas être totalement réalisée. Les solutions sont à trouver, dans une volonté du gouvernement de

dialoguer avec des réfugiés qui iront jusqu'au bout du possible dans leur refus de la réinstallation, tout en ayant conscience du rapport des forces en présence.

Comme nous avons pu nous en rendre compte dans l'entretien avec tel ou tel de nos interlocuteurs, la cause principale d'incertitude sur l'avenir des réfugiés réside dans l'environnement internationale : politique des États-Unis — attitude des pays européens à l'égard de cette politique — échec ou succès de l'action du groupe de CONTADORA — évolution de la situation en Amérique centrale et particulièrement au Guatemala.

La situation des réfugiés devrait être, normalement, provisoire. La seule solution radicale pouvant y mettre fin réside dans l'instauration, au Guatemala, d'une vie démocratique. L'espoir — mais est-il fondé, dans le court terme ? — réside dans ce retour à une situation où seront respectés les droits fondamentaux du peuple, et spécialement des Indiens, du Guatemala.»

Ceci nous invite à poursuivre le travail d'information commencé voici un an et à promouvoir la vente d'artisanat en provenance du Chiapas ; les réfugiés ne pouvant travailler à l'extérieur des camps, c'est un de leurs principaux moyens de subsistance. □

personnes. N. et I., qui ont respectivement vingt-sept et vingt-cinq ans, sont les deux dirigeantes restantes des six membres de la direction initiale. Elles rendent compte du résultat négatif de la commission tripartite gouvernementale chargée d'enquêter sur le sort des disparus. «Il nous faut agir et prendre des mesures radicales», s'exclame un homme. «Ils ont des armes, nous avons notre bouche ; ils ont des fusils, nous avons nos poitrines ; jamais nous ne nous tairons même si cela devait nous coûter la vie». Finalement, il est décidé une manifestation silencieuse devant le Palais national avec remise d'un mémorandum au chef de l'État, le général Mejia Victores.

Jeudi 20 juin : monseigneur Penados del Barrio, archevêque de Guatemala-Ciudad, donne une conférence de presse dans laquelle il demande aux autorités de bien vouloir accepter la pétition du GAM.

Vendredi 21 juin, environ deux cents personnes se trouvent devant la cathédrale, et c'est de l'empreinte de leur pouce que la plupart signe le mémorandum portant la liste des sept cents personnes disparues enregistrées par le GAM. En tant que membres de l'équipe BIP, nous gardons un rôle d'observateurs. Nous interviendrons seulement au cas où un incident surviendrait. Le groupe se met en marche

vers le Palais national distant de deux cent mètres. Deux officiers et quelques militaires en armes se tiennent devant la grille du palais.

Après vingt minutes d'interpellation, d'insistances et probablement aussi à cause de la forte pression des journalistes étrangers, une délégation de huit personnes est reçue par Mejia Victores en présence de la presse. Durant l'entrevue, des femmes indiennes s'asseyent sur les marches de l'escalier pratiquement au pied des militaires qui surveillent les abords du palais. Ceux-ci, visiblement gênés par cette promiscuité, reculent de quelques pas. La délégation ressort une demi-heure plus tard et rend compte de l'entrevue. Mejia Victores a déclaré qu'il ne sait rien et ne peut rien faire de plus ; il répondra plus tard lors d'une conférence de presse à la question d'un journaliste «Où sont-ils ?» : «Probablement, ils ont rejoint les rangs de la guérilla ou étudient à Cuba.» Durant l'entrevue, il a déclaré avec le plus grand cynisme aux dirigeants du GAM : «Vous avez dit être prêts à donner votre vie pour retrouver vos chers disparus, je vous félicite de votre courage.»

Ces déclarations inquiètent beaucoup les dirigeants du GAM, en particulier N. et I. qui en sont les principales animatrices. Ces inquiétudes ne

sont pas sans fondement. Notre ami de l'ambassade de France, après avoir parlé avec N. et I., me confie qu'il est très pessimiste et préférerait qu'elles quittent le pays. Des informations qu'il a reçues et les déclarations de Mejia Victores lui laissent penser que le danger est grand. N. et I. sont évidemment très remuées par cette information mais sont prêtes à continuer leur lutte. Elles nous demandent une présence accrue à leurs côtés ; jusqu'ici nous les accompagnions de sept heures du matin à neuf heures du soir ; désormais deux membres de notre équipe passent la nuit dans leur maison respective.

Durant notre travail d'accompagnement, nous nous tenons en éveil et nous sommes prêts à intervenir en cas de tentative d'enlèvement, ce qui signifie pour nous essayer de la faire échouer en se mettant au milieu et être prêts à se faire enlever, ou du moins essayer d'identifier véhicules et agresseurs...

Il est assez effrayant tous les matins de voir dans les journaux l'ampleur de ce type de violence : ce sont trois ou quatre personnes, dans la capitale et ses environs, qui sont enlevées ou tuées chaque jour. Oeuvre de groupes paramilitaires et des services secrets intérieurs. □

APPEL URGENT DU GAM

A tous les organismes internationaux pour la défense des droits de l'homme. Le Groupe d'appui mutuel, pour le retour en vie de ses parents, et à travers cet appel, appelle votre attention. Nous vous demandons :

1. Votre plus grande solidarité avec le GAM dans ce moment de crise et d'enlèvement.
2. Votre dénonciation officielle du mensonge dont nous sommes victimes ainsi que notre demande au gouvernement actuel de dire clairement où se trouvent les personnes enlevées illégalement, avant l'arrivée de celui-ci au pouvoir.

Pour cela :

1. Envois de télégrammes, lettres aux membres de la Commission tripartite : Commission tripartite, 3a avenida 3-73, Zona 1, Ciudad-Guatemala. Au chef de l'Etat : Général Oscar Humberto Mejia Victores, Palacio Nacional, Zona-1, Ciudad-Guatemala. Au vice-chef d'Etat : Général Rodolfo Lobos Zamora, Palacio Nacional, Zona 1, Ciudad-Guatemala.
2. Demander à monseigneur Propero Penados del Barrio d'intervenir en faveur des milliers de disparus au Guatemala en donnant son appui au GAM.
3. Faire parvenir des pétitions au gouvernement du Guatemala par l'intermédiaire de nos ambassades ou consulats dans votre pays, en organisant une marche de protestation.
4. Organiser une campagne de solidarité et de dénonciation mondiale sur la situation actuelle dans notre pays, surtout à propos du Groupe d'appui mutuel et de sa demande pour le retour des sept cents citoyens guatémaltèques répertoriés par celui-ci.
5. Envois de pages publicitaires (« campos pagados ») aux journaux locaux tels que « El Grafico », « Prensa Libre », adressées à la Commission tripartite et en solidarité avec le GAM.

Soyez certains que c'est seulement avec votre appui inconditionnel que nous réussirons à survivre à l'actuel vague criminelle dont nous sommes victimes. Fraternellement,

Grupo de Apoyo Mutuo, Calle Mariscal 10-10, Zona 11, Ciudad-Guatemala, Guatemala. Tél : (19 502 2) 48 03 23. Apartado Postal 506-1.

disparus

DISPARUS

disparus

disparus

disparus

disparus

DISPARUS

disparus

DISPARUS

disparus

DISPARUS

disparus

DISPARUS

disparus

disparus

DISPARUS

DISPARUS

DISPARUS

DISPARUS

disparus

DISPARUS

DISPARUS

disparus

DISPARUS

disparus

disparus

disparus

disparus